



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ALIMENTATION

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

2025-11 DÉCOUPE DE CARRÉS DE MOQUETTE POUR PRÉLÈVEMENTS  
MYCOLOGIQUES

## Cahier des clauses spécifiques

Mois d'établissement des prix (m0) : mai 2025

Date limite de réception des offres : **21/05/2025 à 12h30**

Toutes les normes et les références à des marques s'entendent « ou équivalent »

**PROCEDURE  
DEMATERIALISEE**

SANTÉ ET ALIMENTATION AU CŒUR DE LA VIE

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2	TYPE DE MARCHE	3
ARTICLE 3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 4	DATE DE PRISE D'EFFET - DUREE	3
ARTICLE 5	PRIX DU MARCHE	3
<b>5.1.</b>	<b>Clause de sauvegarde</b>	<b>4</b>
ARTICLE 6	PAIEMENTS	4
<b>6.1</b>	<b>Avances</b>	<b>4</b>
<b>6.2</b>	<b>Présentation des factures</b>	<b>4</b>
<b>6.3</b>	<b>Délai de paiement du marché</b>	<b>4</b>
<b>6.4</b>	<b>Dépassement du délai de paiement</b>	<b>4</b>
<b>6.5</b>	<b>Paiement des sous-traitants</b>	<b>4</b>
ARTICLE 7	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	4
<b>7.1</b>	<b>Nature des prestations:</b>	<b>4</b>
<b>7.2</b>	<b>Description de la prestation</b>	<b>5</b>
<b>7.3</b>	<b>Modalités de livraison</b>	<b>5</b>
<b>7.4</b>	<b>Engagement qualité</b>	<b>5</b>
ARTICLE 8	PENALITES	5
ARTICLE 9	RESILIATION	5
ARTICLE 10	DECLARATIONS ET ATTESTATIONS	5
ARTICLE 11	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	6
ARTICLE 12	DEROGATIONS AU CCAG – FCS	6

## ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord cadre a pour objet la fourniture de carré de moquettes afin de réaliser des analyses de cultures mycologiques pour le laboratoire LABONIRIS.

## ARTICLE 2 TYPE DE MARCHÉ

C'est un accord cadre à bons de commandes avec un maximum de 80 000 € HT (comprenant le montant d'un marché complémentaire).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de la validité du marché.

## ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment complété et daté, auquel est joint le bordereau des prix applicables aux services d'ONIRIS pendant la durée du marché ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
3. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services ici nommé le CCAG/FCS, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 : <http://www.economie.gouv.fr/daj/Cahiers-des-Clauses-Administratives-Generales>)
4. Les bons de commandes établis durant le marché.
5. L'offre méthodologique du titulaire

Toute clause, portée dans les documents, tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## ARTICLE 4 DATE DE PRISE D'EFFET - DUREE

Le marché est conclu pour une durée d'UN an ferme à compter de sa date de notification. Il pourra être renouvelé tacitement par période annuelle sans que sa durée totale n'excède 4 ans. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire du marché de son intention de ne pas reconduire le marché 2 mois avant la fin de chaque période.

## ARTICLE 5 PRIX DU MARCHÉ

L'accord cadre est conclu à prix unitaire

Le prix de la prestation relative à chaque balance est mentionné en annexe.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,

Les prix sont fermes pour la durée initiale du marché de 1 an.

A l'issue de la période annuelle, le prix pourra être révisé par application de la formule suivante :

$$P_n/P_o = 0,15 + 0,85 \times I_n/I_o$$

Ou

Po = Prix initial du marché

Pn = Prix révisé

In = indice de référence à la date de révision

I<sub>n</sub> = indice de référence au mois d'établissement des prix : mai 2025

I = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 13.9 – Autres textiles Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764101

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764101>

### 5.1. Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, ONIRIS se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché si l'augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année sur chacun des produits est supérieure 3% du prix retenu dans l'avis de notification.

## ARTICLE 6 PAIEMENTS

### 6.1 Avances

Il ne sera pas versé d'avances au titre de ce marché

### 6.2 Présentation des factures

En application des dispositions de l'ordonnance 2014-697 du 26/06/2014, la transmission des factures par voie électronique est obligatoire.

La facture dématérialisée doit être déposée sur la plateforme chorus à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

En accédant à ce portail, il sera demandé le numéro SIRET d'ONIRIS **130535008000010** ainsi que le numéro du marché **2025-11**.

Pour plus d'information, il convient de consulter le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation à la facturation électronique (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

### 6.3 Délai de paiement du marché

Le délai global de paiement du présent marché ne peut excéder **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

### 6.4 Dépassement du délai de paiement

En cas de dépassement du délai global de paiement, le titulaire est en droit d'exiger des intérêts moratoires calculés conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique

### 6.5 Paiement des sous-traitants

Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le contrat est soumis aux dispositions de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance

Modalité de paiement direct du sous-traitant

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par le pouvoir adjudicateur si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € HT.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

## ARTICLE 7 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Nb : La liste des tâches présentée ci-dessous n'est pas exhaustive : le titulaire peut les compléter, en sa qualité d'expert du domaine et dans le cadre de son devoir de conseil. Il est soumis à une obligation de résultat

### 7.1 Nature des prestations:

LabOniris, laboratoire d'analyse biomédicales d'Oniris VetAgroBio, envoie des carrés de moquette aux vétérinaires praticiens pour qu'ils puissent réaliser des prélèvements cutanés, et ensuite les renvoyer au laboratoire pour la réalisation de cultures mycologiques. Ces carrés de moquettes doivent être d'une qualité et d'une propreté irréprochables.

Le présent cahier des charges définit les exigences pour la découpe précise et le conditionnement soigné de ces échantillons de moquettes en carré de 40 mm x 40 mm qui doivent impérativement rester secs avant leur retour.

Ci-après sont dénommés :

- Fournisseur : le fabricant de moquette
- Prestataire : le prestataire répondant à ce cahier des charges
- LabOniris : le laboratoire demandeur

## **7.2 Description de la prestation**

Après fabrication et conditionnement des rouleaux de moquette (dimensions 4m x 3m), ces derniers seront directement envoyés par le fournisseur au prestataire. La qualité de la moquette peut varier en épaisseur et en texture, le prestataire doit s'adapter à ces différences. Chaque carré de découpe doit mesurer 40 mm x 40 mm avec une tolérance de  $\pm 0,5$  mm. Les bords doivent être nets, sans effilochage ni déchirure.

## **7.3 Modalités de livraison**

Le prestataire doit garantir l'absence d'humidité avant l'expédition. Les carrés de moquette doivent être regroupés et rangés en lots homogènes (quantité à définir selon nos besoins). Les produits finis doivent être renvoyés directement à LabOniris. Le fournisseur de moquette expédie directement la matière première (moquette en rouleaux de 4m x 3 m) au prestataire. Le prestataire effectue la découpe et le conditionnement sous 30 jours ouvrés après réception du bon de commande envoyé par LabOniris. Il envoie un échantillon de découpe test pour validation par LabOniris avant de réaliser la production de tous les échantillons. Les carrés de moquette découpés doivent ensuite être renvoyés directement à LabOniris. Tout retard doit être signalé au moins 21 jours avant la livraison initialement prévue.

## **7.4 Engagement qualité**

Un échantillon de la découpe devra être validé par LabOniris avant la production en série. Les découpes doivent être précises et uniformes. Les carrés ne doivent présenter ni plis, ni défauts visibles. Les carrés doivent être parfaitement secs, car l'humidité pourrait compromettre leur utilisation pour la culture de prélèvements mycologiques.

# **ARTICLE 8 PENALITES**

Les dispositions générales de l'article 14 du CCAG/FCS s'appliquent.

14.1 Pénalités pour retard :

Par dérogation à l'alinéa 14-1-3, le seuil d'exonération est fixé à 100€ HT.

14-2 : Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance :

Par dérogation à l'alinéa 14.2.5, les seuils d'indisponibilité sont ramenés à 10 jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

En application de la formule de calcul, V (valeur de la rémunération mensuelle) sera déterminée en divisant par 12 le coût total annuel des opérations de maintenance préventives.

En cas de pénalités, ces dernières seront retenues, dès le premier euro, sur les factures à devoir.

# **ARTICLE 9 RESILIATION**

La personne publique pourra procéder à la résiliation du marché dans les conditions fixées au article 38 à 41 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 38 et 42, la résiliation n'ouvrira pas de droit à indemnité de quelle nature que ce soit.

# **ARTICLE 10 DECLARATIONS ET ATTESTATIONS**

Le titulaire déclare et s'engage sur l'honneur :

- à présenter les capacités nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- à ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.
- à respecter les dispositions des articles L5212-1 à L. 5212-11 du code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et les attestations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par la personne publique avant notification de l'accord-cadre au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications, ...) requises.

#### **Plateforme e-Attestations.com**

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, ONIRIS met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne :

**<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>**

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

#### **L'utilisation de cette plateforme est impérative**

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer – gratuitement – sur la plateforme, les documents suivants :

- *Tous les 6 mois :*
- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-Attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

### **ARTICLE 11 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

En cas de litige, les deux parties tenteront de trouver une solution amiable à leur litige. A défaut, le Tribunal Administratif de Nantes est seul compétent. :

Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - 44000 NANTES – France

[greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

<http://www.ta-nantes.juradl.fr>

Tél. : 02 40 99 46 00

Fax : 02 40 99 46 58

### **ARTICLE 12 DEROGATIONS AU CCAG – FCS**

L'article 5.1 déroge aux articles 38 et 42 du CCAG FCS.

L'article 8 déroge aux alinéas 14.1.3 et 14.2.5 de l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 9 déroge aux articles 38 et 42 du CCAG FCS.